

SYNDICAT DES TRAVAILLEURS DE  
L'INDUSTRIE SUCRIERE  
SYTIS

AVIS ET CONSIDERATIONS SUR CE QUI SE DIT SUR LA SOSUMO A TRAVERS  
LES MEDIAS.

Depuis près d'une semaine, nous entendons beaucoup de choses qui se disent sur la SOSUMO à travers les médias de Bujumbura. Réagissant sur différents reportages sur les malversations commises à la SOSUMO, le Directeur Général a fait savoir que l'entreprise se porte très bien et que ses relations avec les organes sociaux sont très bonnes. Il pousse plus loin en endossant la responsabilité de cette campagne médiatique sur différentes personnalités dont le Directeur de l'Agriculture et le premier responsable syndicale jusqu'à affirmer qu'ils viennent d'une même commune. Le syndicat saisit cette opportunité pour donner ses avis et considérations sur tout ce qui s'est dit au cours des divers reportages.

L'actuelle équipe de Direction a été nommée le 22 Avril 2006. A leur arrivée, la SOSUMO avait une trésorerie qui se portait très bien et affichait un résultat net dépassant 3 milliards de nos francs.

Malgré le climat social qui n'était pas très bon et des tensions entre la Direction et le syndicat que la nouvelle direction se proposait d'apaiser, la SOSUMO se portait très bien et les travailleurs étaient unis.

A leur arrivée, le Directeur Général a affirmé aux représentants du personnel que la SOSUMO « est une entreprise riche mais mal gérée » et qu'ils venaient la redresser et mettre en exécution le programme du gouvernement et du parti au pouvoir (voir pv de la réunion du 6 Juin 2006). Force est de se demander si aujourd'hui, près de 4 ans après, l'entreprise se porte mieux et si le programme que le gouvernement leur a assigné est en train d'être exécuté. Lors d'une descente à la SOSUMO, la Ministre du Commerce et de l'Industrie de l'époque leur a dit : « il ne faut pas que la SOSUMO soit comme le COTEBU ».

Au mois de Mai 2007, lors d'une brouille entre le Directeur Général et les responsables syndicaux de l'époque, la présidente du Conseil d'Administration de l'époque s'est déplacée pour venir s'enquérir sur la cause de cette brouille. Les responsables syndicaux lui décrit en détail la situation qui régnait à la SOSUMO qui se caractérisait par un manque de dialogue et une gestion malsaine caractérisée par un manque de transparence notamment l'attribution des marchés ne respectant aucune règle. Certains dossiers de malversation lui



ont été exposés notamment le dossier des engrais au cours duquel la SOSUMO a perdu plus de 300 millions, le dossier des tracteurs Massey Ferguson, sacs d'emballage, le dossier en rapport avec l'extension que le syndicat considérait comme précipité, le dossier en rapport avec l'extension, le contrat entre Parts Equipments et la SOSUMO, etc.

La présidente du Conseil d'Administration les a écoutés et a amené toutes ces questions devant le Conseil qui a formulé des recommandations à la Direction à savoir renouer un dialogue franc et permanent avec le personnel et éviter toutes les tensions. Le pragmatisme avec lequel elle a traité les questions n'a pas été du goût de la Direction qui a profité de sa destitution de la présidence du Conseil d'Administration intervenue quelques mois plus tard pour ignorer les recommandations formulées par le dit conseil. La situation s'est alors empirée.

Au mois de Janvier 2008, à la suite d'un remous social causé par l'octroi d'une prime jugée insatisfaisante au personnel, le Conseil d'Administration a fait une descente à la SOSUMO et a rencontré les représentants du personnel en date du 28 Janvier 2008. Au cours de cette séance, les mêmes questions ont été soulevées, mais en dépit des réponses qui ont été données et la volonté affichée de vouloir changer les choses, la situation n'a pas changé. Le résultat de l'exercice qui a suivi est tombé de 1.5 milliard à 473 millions et le personnel s'est résigné à prendre la modique prime qui équivalait à la moitié du salaire et n'a fait aucune réaction car la situation sociale du moment ne leur permettait de faire une quelconque revendication.

En effet, à la suite d'une manifestation de quelques heures que le personnel a effectuée au mois d'Avril 2008 à la suite des informations selon lesquelles la Direction allait importer du sucre sur découvert à la BANCOBU et que cette Direction a transformé en un arrêt de travail pendant trois jours, 4 des 5 membres du Comité Central du Syndicat ont été renvoyés au mois de Mai 2008 sans qu'aucune charge ne pesait sur eux. Il s'en est suivi une grève d'une semaine que la Direction a exploité pour diviser le personnel à savoir ceux qui étaient favorables à la grève et ceux qui ne l'étaient pas et qui se trouvaient être proches ou membres du parti au pouvoir. A la reprise du travail le personnel était fortement divisé si bien qu'une petite brèche aurait suffi pour que le feu soit allumé et que la catastrophe se produise. Il s'est formé deux groupes qui se regardaient en chien de faïence que les humoristes appelaient « abarengero » et « abaseruko » par référence au feuilleton radiodiffusé sur différentes stations « Murikira ukuri ». Cette situation était entretenue par la Direction (et continue) car elle lui permettait de faire ce qu'elle veut sans que personne ne lève le doigt. Il s'est alors créé un climat de peur si bien que personne ne pouvait dire quoi que ce soit et c'est dans ce climat que la fameuse prime dont il est question a été octroyée.



Nous nous demandons donc comment le Directeur Général se permet d'affirmer que la situation sociale est bonne alors que la tension entre les travailleurs est bien perceptible.

A la suite du renvoi des responsables syndicaux, le syndicat s'est retrouvé sans dirigeants et les responsables des sections ont assuré l'intérim en attendant que les organes titulaires soient élus. Le Directeur Général a refusé de coopérer avec les organes intérimaires et le climat social n'a fait que se détériorer. Après multiples tractations, les organes dirigeants ont été mis en place au mois d'Avril 2009. Après leur élection, ceux-ci ont essayé de rencontrer la Direction, mais en vain. Il a fallu une pression du Conseil d'Administration pour qu'il puisse accepter de les recevoir en date du 11 Janvier 2010 plus de 8 mois après leur mise en place.

Quant au Conseil d'entreprise, il avait terminé son mandat déjà en 2007, mais la Direction n'a jamais pensé à le renouveler. Ce n'est qu'au mois de Décembre 2009 que des élections ont été organisées et jusqu'à présent, près de 3 mois après leur élection, il n'a jamais pensé à les recevoir alors que c'est lui qui en assure la présidence.

Cela constitue un autre argument pour montrer que la collaboration entre lui et les organes sociaux n'est pas aussi bonne qu'il le laisse croire. En effet, ceux qui ont été élus sont de véritables représentants qui touchent aux véritables problèmes de l'entreprise et difficiles à manipuler. C'est pourquoi il les accuse d'être à la solde des partis politiques soit du FNL, soit du FRODEBU, soit encore du CNDD. C'est une façon maladroite de gérer une situation sociale car lorsque le dialogue social est perçu d'une manière politique on court vers la dérive et cela aboutit à une impasse. C'est la raison pour laquelle, il jette la responsabilité de ce qui se dit sur les organes sociaux. Nous pensons que la meilleure manière de gérer cette situation n'est pas de chercher les auteurs ou les responsables de ce qui se dit à travers les médias, mais de réagir sur ces questions, les démentir si ce qui se dit est faux et dans le cas contraire corriger la gestion.

A leur nomination en 2006, l'équipe de Direction était composée de 7 directeurs dont le Directeur Général ; 6 provenaient du parti au pouvoir et un appartenait au parti Vert Intwari élu en Commune Kigamba. Mais pour les besoins de la cause et dans le but de protéger son poste, celui-ci a dû virer vers le parti au pouvoir pour rejoindre les autres. Lorsque le mouvement FNI a signé les accords de paix et intégré les institutions de l'Etat, celui-ci a été sacrifié pour céder la place à un membre issu de ce mouvement devenu dès lors un parti politique. Aussitôt arrivé, celui-ci a été approché pour qu'il ne les dérange pas

✓ dans leur façon de traiter les dossiers mais il leur a réservé une fin de non recevoir. Il s'est alors mis à l'œuvre et pendant la petite période qu'il vient de passer, il a réalisé près de 500 Ha de terres aménagées à la fin de la saison de labour. Il s'est aussi opposé à la plupart des décisions qui étaient contraires aux intérêts de l'entreprise. C'est alors qu'a commencé une chasse à l'homme. Il fut harcelé et a été accusé de tous les maux dont la plupart des fautes lui accusées à tort sont passées dans les médias dont le mouvement de désordre causé par les manœuvres. Ce mouvement de désordre s'est produit alors que ce Directeur se trouvait à Bujumbura, les agronomes qui se trouvaient sur le terrain ont attrapé des manœuvres en train de marauder la canne et ont été sanctionnés suivant les règlements en vigueur à la SOSUMO. Furieux de la sanction, ils se sont adonnés aux actes de vandalisme et de violence allant jusqu'à tendre des embuscades aux véhicules de la SOSUMO. Ceux qui étaient présents ont dû faire intervenir la police pour ramener les choses dans l'ordre. Selon les informations qui nous sont parvenues, le Directeur Général, en compagnie de certains de ses acolytes, dans un cabaret de la SRDI qu'il fréquente beaucoup plus que la SOSUMO, ont fait un montage visant à endosser ce désordre au Directeur de l'Agriculture.

Au cours du mois d'Octobre 2009, nous avons découvert sur le site ARIB un grand document contenant tous les dossiers de malversations commises à la SOSUMO et dont la plupart font partie de ce qui est évoqué actuellement dans les médias. Lorsqu'ils l'ont appris, les membres de la Direction, au lieu de les démentir ou chercher les coupables cités dans ces dossiers, se sont mis à chercher des boucs émissaires sur qui endosser la responsabilité de la rédaction de ce document car l'auteur a préféré garder l'anonymat. Tantôt, c'est le Directeur de l'Agriculture, tantôt c'est le syndicat, tantôt c'est le parti de Nyangoma qui serait proche du site sur lequel a été publié le document.

Nous réfutons donc tous les propos du Directeur Général que nous jugeons de non conformes à la réalité et ce n'est pas la première fois que de fausses informations ont été données à l'opinion.

1. Au début de l'année 2009, il a fait croire à l'opinion et au gouvernement que à la fin de l'année, il aura aménagé et planté 500 Ha de canne à sucre en territoire tanzanien. Jusque aujourd'hui, il n'y a même pas de piste digne de ce nom qui atteint la Malagarazi pour préparer la construction du pont de franchissement et aucune initiative n'est en train de se faire dans ce sens alors que des missions financées par la SOSUMO se sont succédées en Tanzanie pour préparer le projet.

2. En 2007, il a annoncé au personnel et à l'opinion que 2009 sera la première campagne d'extension. Mais on n'a obtenu que 14000 tonnes de sucre alors que

4 2 2 8

selon ce qui était annoncé on devait avoir plus de 21000 tonnes et la situation n'est pas près de s'améliorer avant 2012.

Il a diffusé des informations sur la station de radio REMA FM selon lesquelles il serait en train d'être déstabilisé par le Directeur de l'Agriculture et la Ministre du Commerce et de l'Industrie qui passeraient par le Secrétaire Général du Syndicat pour mener le personnel au soulèvement. Ces informations sont encore une fois fausses. La Ministre du Commerce et de l'Industrie n'a jamais rencontré ni le Comité syndical du moins dans sa forme actuelle ni le Secrétaire Général qu'elle ne connaît même pas. Elle ne peut donc pas mener au soulèvement des personnes qu'elle ne connaît pas et qu'elle n'a jamais rencontré.

Le soulèvement qu'il évoque n'est pas dans les intentions du syndicat. Celui-ci appelle toujours les travailleurs à rester unis et vaquer normalement à leurs activités. Actuellement les travailleurs s'adonnent quotidiennement à leurs activités de préparation de la campagne qui s'annonce très difficile et ne pensent plus à des mouvements de soulèvement comme la grève.

Au mois d'Avril 2009, suite à une divergence de vue sur la façon dont la commercialisation du sucre était en train de se faire entre le Ministre du Commerce et de l'Industrie et le Président du Conseil d'Administration, celui-ci a démissionné. Il a été remplacé par l'actuel qui n'a jamais effectué une descente à la SOSUMO pour se rendre compte de ce qui se fait sur le terrain. Nous avons été étonnés de l'entendre déclarer à la radio que les choses marchent très bien à la SOSUMO alors qu'il n'a pas encore rencontré le personnel pour que celui-ci lui expose ses problèmes.

Nous avons aussi été surpris d'entendre que la Ministre du Commerce et de l'Industrie n'est plus informée de ce qui se passe au sein de l'entreprise jusqu'à ce qu'elle ne soit pas invitée à l'Assemblée Générale des Actionnaires de la SOSUMO alors que c'est elle l'autorité de tutelle. Nous pensons que cela viserait à cacher au gouvernement la réalité sur ce qui se passe au sein de l'entreprise.

Nous demandons donc à l'autorité de tutelle ainsi qu'au Président du Conseil d'Administration de faire une descente pour se rendre compte de la réalité sur le terrain.

En conclusion nous tenons à informer l'opinion que l'entreprise ne se porte pas bien et invitons tous ceux qui l'ont vu pendant ses bons moments de suivre de près ce qui s'y fait et contribuer à ce qu'elle reprenne l'image d'antan à savoir



redevenir le pilier du développement de la région du Moso et le poumon de l'économie burundaise.

Pour le syndicat SYTIS

Le Secrétaire Général

*Ninteretse*  
NINTERETSE Fiacre

KUBWIMANA Jean Marie

*Kubwimana*  
Secrétaire Général Adjoint

NDAYISABA François

*ND*  
Secrétaire Chargé de la Formation  
Syndicale

NAHIMANA Nicaise

Trésorier

*Nahimana*  
NDAYIZEYE Jean Claude

*JC*  
Secrétaire chargé des relations  
professionnelles